Patrick McGuire

+41 61 280 8921
patrick.mcguire@bis.org

2. Marché bancaire

Au deuxième trimestre 2003, l'augmentation des créances sur les entreprises et autres emprunteurs non bancaires a une fois de plus été éclipsée par les flux interbancaires, correspondant en grande partie à des transactions intragroupes et à des placements en titres émis par d'autres banques. Pour sa part, l'essor des créances sur le secteur non bancaire a été stimulé par les investissements en titres de dette internationaux, principalement emprunts d'État, tandis que les prêts à ce secteur sont restés modérés.

Des flux nets vers les économies émergentes, pour le deuxième trimestre consécutif, s'expliquent cette fois par des mouvements sur dépôts, avec toutefois des différences marquées entre régions. Des entrées nettes ont été observées pour la région Asie-Pacifique (attribuables surtout à d'importants rapatriements de dépôts par les banques en Chine) et pour les économies émergentes d'Europe (deuxième plus haut montant des cinq dernières années, grâce à des retraits des banques en Russie). Inversement, l'accroissement des dépôts auprès des établissements déclarants, en particulier par les banques au Brésil, s'est traduit, pour le cinquième trimestre d'affilée, par des sorties nettes d'Amérique latine.

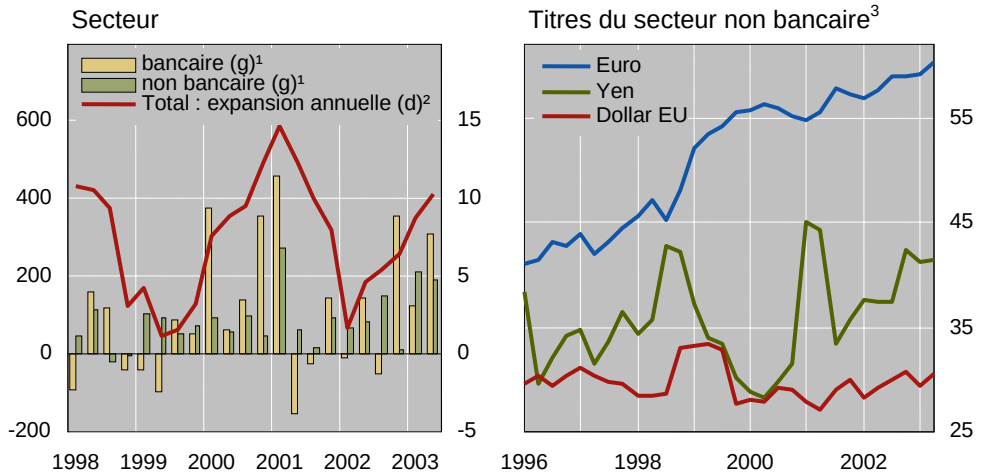
Modération des prêts aux entreprises, les banques investissant en valeurs mobilières

Au deuxième trimestre 2003, les banques ont conservé des fonds sous forme de dépôts auprès d'autres établissements et de titres de dette, suivant une tendance perceptible depuis mi-2002. Tout au long de cette période, elles ont déplacé des fonds entre le marché des emprunts d'État et l'interbancaire, sans signe clair d'une augmentation soutenue des crédits aux entreprises et autres emprunteurs non bancaires. Les *prêts* aux agents non bancaires, restés faibles par rapport aux placements en titres de dette émis par ce secteur, n'ont donc pas encore amorcé leur redressement.

Les flux de crédits sont dominés par l'interbancaire…

Le tableau 2.1 fait apparaître les allers et retours entre emprunts d'État et interbancaire avec un gonflement périodique des créances interbancaires depuis au moins 2001. Des pics se sont produits un trimestre sur deux, et ceci s'est confirmé au deuxième trimestre 2003 : en données non corrigées des variations saisonnières, les prêts interbancaires ont renforcé de $495 milliards,

Créances transfrontières, par secteur



[1] Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU. [2] Somme des variations d'encours, hors effets de change, entre les périodes *t*–3 et *t*, divisée par l'encours de la période *t*–4 ; en %. [3] En % du total des créances sur ce secteur. Graphique 2.1

à $14 900 milliards, l'encours total des créances transfrontières. La croissance des créances est ainsi ressortie à 10,3 % en glissement annuel, contre 8,8 % au trimestre précédent, soit le cinquième trimestre consécutif d'accélération (graphique 2.1, cadre de gauche).

Les opérations de pension et activités intragroupes font croître les créances sur les banques

…surtout pour les banques au Royaume-Uni…

Les crédits aux entreprises et aux emprunteurs non bancaires ont une fois de plus été éclipsés par l'interbancaire. Les apports aux banques se sont en effet accrus de $304 milliards, soit plus du double de leur rythme moyen sur longue période ($121 milliards), mais il convient de noter que les prêts intragroupes ont représenté plus de 60 % de ce montant. Après un trimestre de faible progression, les créances interbancaires des établissements au Royaume-Uni ont enregistré une hausse de $104 milliards, troisième plus forte augmentation pour ce pays dans les statistiques BRI. Ce gonflement est dû en grande partie aux activités intragroupes avec l'Allemagne, le Japon, la France et la Suisse ainsi qu'à une expansion des prêts à des banques aux États-Unis.

Les crédits interbancaires des établissements aux États-Unis et en Allemagne ont eux aussi affiché une belle vigueur (apparemment sous l'effet d'opérations de pension et de crédits intragroupes). Pour les premiers, l'expansion des créances ($37 milliards) a essentiellement bénéficié aux banques au Royaume-Uni ($20 milliards), grâce à une multiplication des opérations de pension. Par ailleurs, $26 milliards sont allés vers les places franches, essentiellement îles Caïmans et Jersey, surtout dans le cadre d'activités intragroupes (encadré suivant). Pour les seconds, les créances transfrontières ont augmenté de $76 milliards, dont environ la moitié sous forme de prêts aux banques britanniques.

Les banques investissent dans les titres d'État et du secteur privé

…tandis que les prêts aux entreprises restent modérés

Malgré une augmentation relativement forte du total des créances sur les emprunteurs non bancaires, les prêts aux entreprises ne paraissent pas avoir clairement redémarré. Avec le gonflement des déficits budgétaires et l'intensification des émissions d'obligations d'État, les flux effectifs de *prêts* au secteur non bancaire ont été éclipsés par des investissements plus importants en titres de dette. Le total des créances transfrontières sur le secteur non bancaire a crû d'un montant assez substantiel ($192 milliards), pour atteindre $5 200 milliards. Néanmoins, cette progression est due pour 9 % seulement à des prêts effectifs, contre un chiffre moyen sur longue période de 46 % ; pour l'essentiel, elle est attribuable à des achats de titres de dette internationaux ($137 milliards, plus forte hausse sur la période couverte par les statistiques BRI) et à des placements en actions ($38 milliards)[1].

Créances transfrontières des banques déclarantes

Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU[1]

	2001	2002				2003		Encours à fin juin 2003
	Année	Année	T2	T3	T4	T1	T2	
Total	859,4	741,8	225,4	93,8	365,3	336,5	495,3	14 853,8
Total : banques	417,3	455,0	145,0	–53,6	354,1	125,3	303,7	9 663,6
secteur non bancaire	442,1	286,8	80,4	147,4	11,1	211,2	191,6	5 190,2
Prêts : banques	363,0	424,6	73,3	–64,5	432,1	98,7	318,9	8 343,3
secteur non bancaire	249,2	76,7	9,8	67,1	–15,9	167,0	16,6	2 787,4
Titres : banques	27,3	36,3	60,6	8,4	–51,9	19,8	–6,0	926,4
secteur non bancaire	201,4	202,2	79,0	98,8	27,9	54,0	137,3	2 173,0
Total par monnaie								
Dollar EU	422,7	320,8	183,7	–114,4	201,9	93,8	248,7	6 095,5
Euro	439,6	463,0	98,5	201,1	119,1	226,8	206,3	5 307,6
Yen	–65,5	–40,0	5,4	16,6	19,4	–16,2	–25,6	697,6
Autres monnaies[2]	62,5	–2,0	–62,2	–9,5	24,9	32,1	65,9	2 753,1
Par résidence de l'emprunteur non bancaire								
Économies avancées	384,8	289,6	46,4	134,2	64,5	159,9	163,3	4 031,0
Zone euro	139,0	117,4	9,0	49,7	7,2	56,5	67,8	1 804,6
Japon	–3,7	4,1	6,3	–0,4	0,5	21,5	15,1	164,4
États-Unis	183,4	140,0	39,1	59,1	59,1	25,8	60,2	1 385,1
Places franches	55,0	17,7	36,8	16,7	–28,2	79,6	21,3	595,0
Économies émergentes	2,5	–17,0	–4,9	2,4	–23,8	–6,3	3,6	517,2
Non attribué[3]	–0,2	–3,5	2,1	–5,9	–1,4	–22,0	3,4	47,0
Pour mémoire : créances locales[4]	*76,4*	*38,6*	*–34,2*	*–26,5*	*35,6*	*182,6*	*93,5*	*2 066,2*

[1] Chiffres non corrigés des variations saisonnières. [2] Dont monnaies non attribuées. [3] Y compris créances sur les organisations internationales. [4] Créances en devises sur les résidents. Tableau 2.1

[1] L'augmentation des placements en actions s'explique en partie par leur comptabilisation aux prix du marché, dans un contexte de hausse des cours.

Places franches, dollar EU et yen

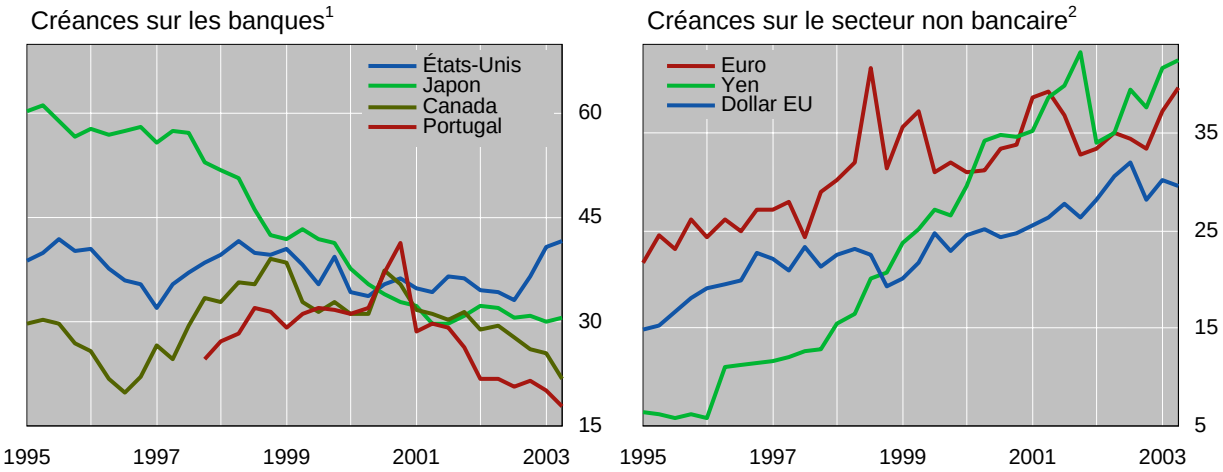
Après deux ans de croissance atone au lendemain de la crise de LTCM en 1998, les créances sur les places franches ont redémarré ces derniers trimestres, pour une bonne part grâce aux banques aux États-Unis. L'ensemble des créances des banques déclarantes BRI sur les places franches s'est élevé à $1 800 milliards au deuxième trimestre 2003, soit plus du double de l'encours de 1990. En outre, leur part relative s'est récemment accrue, s'établissant en moyenne à 12 % du total depuis fin 2001, contre 11 % en 2000 et 2001.

Cette progression s'explique principalement par trois trimestres consécutifs de hausse assez forte des créances des banques aux États-Unis, en particulier sur les îles Caïmans et Jersey. Cette évolution récente a confirmé le secteur bancaire des États-Unis comme premier utilisateur des places franches depuis le quatrième trimestre 2000, avec des créances atteignant $601 milliards au deuxième trimestre 2003, soit un tiers du total environ. Les créances interbancaires des États-Unis se sont établies à 42 % du total, contre un peu plus de 34 % un an auparavant (graphique ci-après, cadre de gauche). Plus généralement, les créances en dollars EU comptabilisées dans les places franches ont augmenté dernièrement, à 19 % du total au premier semestre 2003, contre 17 % en 2002 et moins de 15 % début 2000 (graphique de la page suivante). Pour plus de moitié, ce phénomène est attribuable aux îles Caïmans, dont la part des opérations libellées en dollars EU s'est récemment rapprochée de celle du Royaume-Uni et continue de croître[①].

Une proportion croissante de l'activité sur les places franches concerne des contreparties non bancaires, notamment fonds spéculatifs, compagnies d'assurances et entreprises d'investissement. Bien que les données ne permettent pas d'identifier les opérations avec ces contreparties, les statistiques BRI permettent de définir leur volume maximal ; le cadre de droite du graphique ci-après montre que la part des créances sur le secteur non bancaire dans le total des créances sur les places franches a augmenté régulièrement depuis 1995 au moins et ce, quelle que soit la devise. Il est intéressant de noter que le compartiment de l'euro se concentre davantage sur des contreparties non bancaires que celui du dollar EU, lequel correspond surtout à un volume important de prêts entre les banques aux États-Unis et leurs filiales aux Bahamas et dans les îles Caïmans. C'est ce que reflète la part décroissante des créances sur le secteur non bancaire des

Créances sur les places franches, par monnaie et secteur

En %

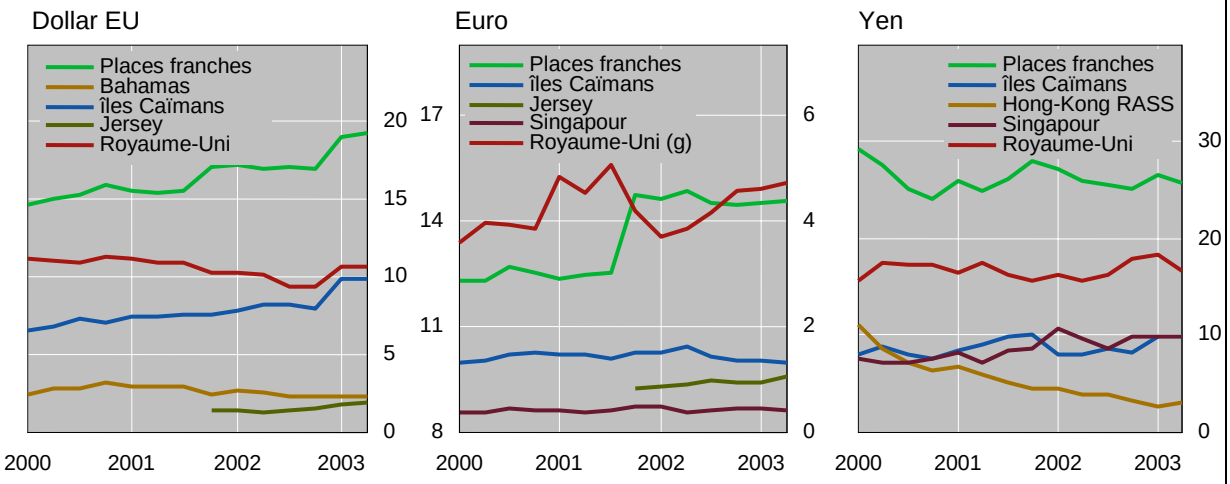


[1] Part du total des créances sur les banques des places franches, pour les principaux pays développés créanciers (chiffres de 2003 T2). [2] Part du total des créances sur le secteur non bancaire des places franches.

---

① La contraction brutale de la part des créances en euros sur le Royaume-Uni et la hausse correspondante de la part des créances sur les places franches (cadre du milieu, deuxième graphique) reflètent principalement une modification des modalités de déclaration au quatrième trimestre 2001. Les créances vis-à-vis de Jersey étaient auparavant assimilées à des créances sur le Royaume-Uni.

Créances sur les places franches et le Royaume-Uni, par monnaie[1]



[1] Part, en %, du total des créances dans les monnaies respectives ; statistiques sur la base des pays dont les déclarations sont ventilées par monnaie.

îles Caïmans, qui a en fait reculé de 47 % à 42 %, ces trois derniers trimestres. À l'inverse, la part des contreparties non bancaires s'est le plus accrue aux Bahamas et aux Bermudes.

Alors que le compartiment du dollar EU s'est développé, celui du yen n'a cessé de diminuer depuis le troisième trimestre 2001 : sa part, qui dépassait 36 % du total en 1995, est tombée à moins de 10 % au deuxième trimestre 2003. Cette contraction s'explique surtout par le retrait général des banques japonaises ces dix dernières années. Les places franches s'adjugeaient 35 % de l'encours total de leurs créances interbancaires au deuxième trimestre 2000, proportion la plus élevée parmi les pays déclarants BRI[②] ; au deuxième trimestre 2003, cependant, cette part, inférieure à celle des États-Unis, n'excédait guère 30 %, recul principalement dû à la réduction des mouvements de fonds transitant par Hong-Kong RASS. Ce dénouement des positions de prêts interbancaires a contribué à l'augmentation de la part des créances sur les contreparties financières non bancaires dans le total des créances en yens (cadre de droite, premier graphique).

[②] À cette époque, venaient ensuite les systèmes bancaires des États-Unis (34 %), du Portugal (32 %) et du Canada (31 %). Au deuxième trimestre 2003, les quatre premières positions étaient occupées par les États-Unis (42 %), le Japon (31 %), le Canada (22 %) et la Suisse (20 %). La montée de la Suisse à la quatrième place reflète la modification des modalités de déclaration au quatrième trimestre 2001 (note [①]).

Les placements en titres de dette ont augmenté…

L'augmentation des créances sous forme de titres s'inscrit dans une tendance perceptible depuis 1996 au moins. Leur part dans le total des créances sur les emprunteurs non bancaires a progressé, principalement sous l'effet d'un gonflement du compartiment de l'euro. Les titres de dette du secteur non bancaire représentent maintenant 42 % du total des créances sur ce secteur, contre 40 % au trimestre précédent et 39 % un an plus tôt. Dans le compartiment de l'euro (depuis le premier trimestre de 1999), la proportion dépasse 50 % ; il s'agit essentiellement de titres d'État de la zone euro (graphique 2.1, cadre de droite). L'encours de titres de dette en euros émis par les États et autres emprunteurs non bancaires ($1 200 milliards) est détenu à hauteur de 54 % environ au sein de la zone euro.

Les banques européennes et japonaises ont été les plus actives sur le marché des titres de dette. Globalement, celles de l'Union européenne en ont acheté $97 milliards, emprunts d'État pour l'essentiel ; c'est la deuxième plus

forte hausse trimestrielle jamais enregistrée pour ce groupe de pays et la plus importante depuis le premier trimestre 1999. Pour près de 80 %, ces apports de fonds ont été acheminés vers le secteur non bancaire, principalement de la zone euro et des États-Unis. En revanche, l'augmentation relativement vigoureuse des prêts octroyés par les banques dans l'Union européenne ($253 milliards) a bénéficié pour $14 milliards seulement à des agents non bancaires. En termes consolidés, ce qui compense les positions intragroupes, les créances des banques dans les pays développés d'Europe sur le secteur public représentent maintenant 13 % de l'ensemble des créances sur les pays développés, contre 12 % les six trimestres précédents[2].

...notamment en emprunts du Trésor des États-Unis et de la zone euro

Les placements en titres de dette ont été assez généralisés parmi les pays déclarants de l'Union européenne. Les banques au Royaume-Uni ont acheté $13 milliards de titres américains, en majorité emprunts d'État, et un total de $11 milliards émis par des banques de la zone euro, principalement d'Italie, d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Irlande. Les banques en Belgique et aux Pays-Bas ont investi dans des titres de dette publique de la zone euro, tandis que les banques en Irlande ont acquis des titres d'emprunteurs non bancaires des États-Unis, d'Italie et d'Allemagne, pour un montant de $19,5 milliards.

Ailleurs, les banques au Japon ont continué d'acheminer des fonds vers le secteur public, surtout d'Europe et des États-Unis. Leurs prêts aux agents non bancaires ont régressé de $40 milliards, en raison d'une contraction des prêts aux emprunteurs des États-Unis et de la zone euro. Toutefois, le total de leurs créances s'est accru sous l'effet de placements en titres de dette ($62 milliards), pour la plupart emprunts d'État de la zone euro et des États-Unis. En termes consolidés, leurs créances internationales sur le secteur public se sont accrues de $44,8 milliards, ce qui porte la part des créances sur ce secteur à 38,5 % du total, contre 28,4 % un an plus tôt. Leurs créances consolidées sur le secteur public ont augmenté de plus de $10 milliards pour les États-Unis et de près de $27 milliards pour la zone euro, principalement Allemagne, France et Italie.

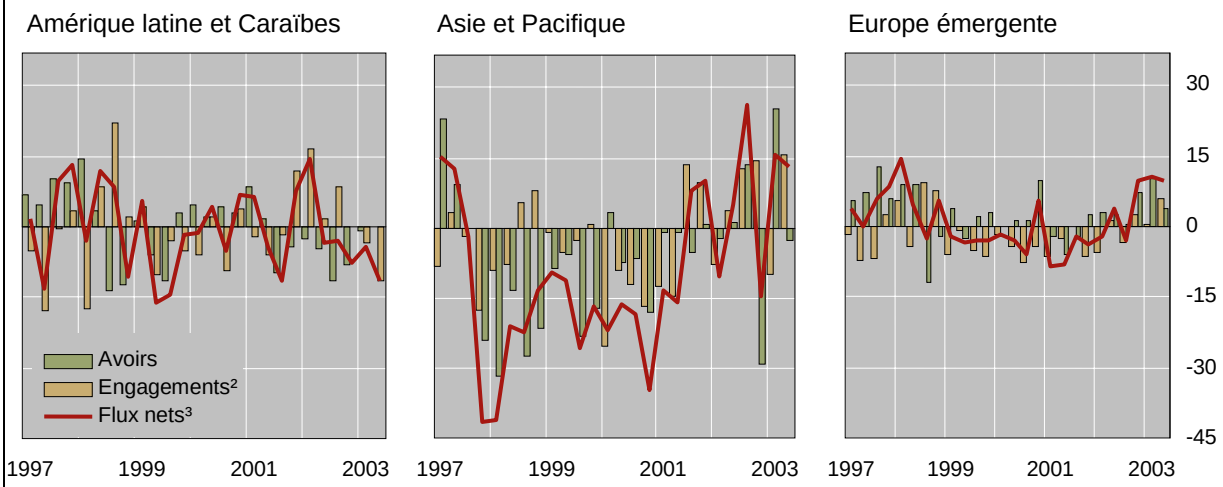
Les flux à destination et en provenance des marchés émergents sont influencés par des mouvements sur dépôts

Les flux nets de fonds vers les marchés émergents ont été à nouveau positifs au deuxième trimestre 2003, avec cependant des disparités sensibles entre régions (graphique 2.2). Les entrées nettes globales ($11 milliards) proviennent d'une légère contraction des créances et d'un recul plus sensible des engagements des banques déclarantes ($14 milliards) découlant de retraits sur dépôts par les banques en Chine, Corée et Russie. Il en est résulté des entrées nettes dans la région Asie-Pacifique et en Europe émergente, mais des sorties nettes en Amérique latine, pour le cinquième trimestre de

[2] Hors chiffres déclarés par la France, ce pays ayant modifié ses pratiques comptables au deuxième trimestre 2003.

Flux bancaires nets vers les économies émergentes[1]

Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU



[1] Une valeur positive (négative) indique des flux à destination (en provenance) des banques déclarantes. [2] Un chiffre positif (négatif) révèle une diminution (augmentation) des engagements des banques déclarantes BRI. [3] Variation des avoirs moins variation des engagements.

Graphique 2.2

suite. La part des créances transfrontières sur les emprunteurs des économies émergentes a continué son repli, à 6 % du total, contre 7 % pour 2002 et 8 % pour 2001.

La notation moyenne des portefeuilles d'actifs des économies émergentes tend à s'améliorer

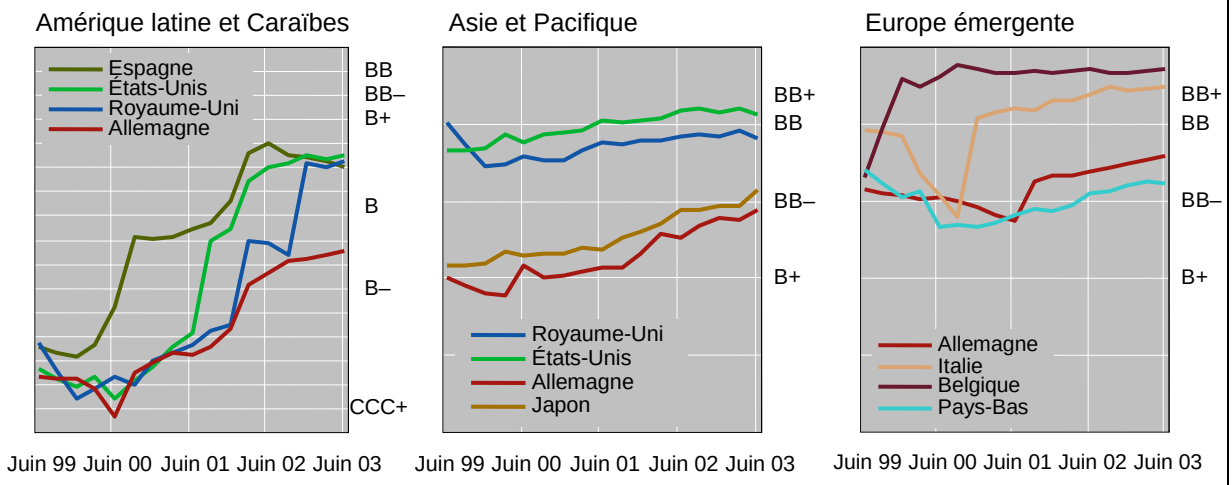
Outre le recul progressif des prêts aux économies émergentes, les banques déclarantes ont réduit leur exposition sur les emprunteurs les plus risqués *au sein* de ce groupe, comme le montre l'amélioration de la notation moyenne des portefeuilles[3]. En gardant constantes, à leur niveau du quatrième trimestre 2002, les notes attribuées aux emprunteurs souverains par Standard & Poor's, la notation moyenne du portefeuille d'actifs latino-américains a progressé, pour chacun des quatre plus importants pays créanciers, de près de CCC+ au deuxième trimestre 2000 à près de B au deuxième trimestre 2003 (graphique 2.3). Cela s'explique surtout (voir ci-après) par une réduction de l'exposition envers l'Argentine et le Brésil. La même évolution, bien que moins prononcée, s'observe pour l'Europe émergente et la région Asie-Pacifique.

Sorties nettes d'Amérique latine dues à une augmentation des dépôts

Les sorties d'Amérique latine se sont poursuivies au deuxième trimestre 2003, cette fois principalement en raison d'un gonflement assez important des dépôts. Mais, si le total des créances sur la région a diminué pour le huitième trimestre consécutif, le rythme de contraction s'est ralenti à 7 % en

[3] La notation moyenne, pour un pays déclarant créancier donné, est la moyenne pondérée des notes attribuées par Standard & Poor's aux États de toutes les économies auxquelles le pays déclarant accorde des prêts. Les pondérations correspondent à la part de créances sur chaque économie dans le total des créances du pays déclarant, sur la base du risque final. Le *Rapport trimestriel BRI* de septembre 2003 précise le mode de calcul.

Notation moyenne des portefeuilles économies émergentes, par pays déclarant[1]



[1] Pour les quatre pays déclarants ayant le plus fort pourcentage de créances sur les régions respectives. Graphique 2.3

glissement annuel (contre 9 % les deux trimestres précédents), ce qui dénote l'amélioration des conditions économiques dans plusieurs grands pays emprunteurs. L'encours des créances sur la région est revenu à $275,5 milliards, soit 29,6 % du total économies émergentes (contre 31,5 % un an plus tôt). Parallèlement, les engagements vis-à-vis de l'Amérique latine se sont accrus de $11 milliards, les banques et les établissements non bancaires de la région ayant renforcé leurs dépôts.

Les créances sur l'Amérique latine ont peu varié…

En dehors d'une contraction des actifs à l'égard des résidents du Brésil et d'une progression des prêts aux banques en Argentine, la stabilité a prévalu pour la plupart des autres pays de la région. Pour le Brésil, les créances ont régressé de $1,7 milliard, en partie sous l'effet de deux facteurs : vente par Banco Bilbao Vizcaya Argentaria de sa succursale locale ; réduction des prêts accordés par les places franches aux secteurs bancaire et non bancaire du pays. Les créances ont donc été ramenées à 32 % du total de la région, contre 33 % au trimestre précédent et 34 % un an plus tôt. Pour l'Argentine, les créances ont augmenté pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2001 (+$1 milliard), avec une hausse des prêts au secteur bancaire émanant des places franches. La part des créances sur ce pays, qui avait culminé à 17 % au quatrième trimestre 1999, s'est stabilisée à 11 % ces trois derniers trimestres.

…et la hausse des dépôts favorise des sorties nettes

L'élément notable a été l'augmentation des dépôts des banques au Brésil et au Mexique. Les premières ont déposé $3,9 milliards, principalement en dollars EU et en euros, auprès d'établissements aux États-Unis. Les engagements des banques de nombreux pays européens ainsi que des places franches vis-à-vis des banques au Brésil se sont aussi accrus, quoique dans une moindre mesure. Les engagements à l'égard des banques au Mexique ont enregistré une hausse de $0,7 milliard, grâce à une intensification des apports aux établissements au Royaume-Uni. De même, une expansion des dépôts du secteur non bancaire auprès des places franches a contribué aux sorties nettes du Mexique ($2,3 milliards).

Flux bancaires transfrontières vers les économies émergentes

Variation d'encours, hors effets de change ; en milliards de dollars EU

	Positions[1]	2001	2002				2003		Encours à fin juin 2003
		Année	Année	T2	T3	T4	T1	T2	
Total[2]	Créances	–27,0	–36,9	1,1	–0,3	–37,0	33,0	–3,7	931,6
	Engagements	20,3	–45,9	–6,4	–18,4	–10,8	11,0	–14,3	1 115,3
Afrique du Sud	Créances	–0,4	–0,4	0,2	–0,6	1,5	–0,4	0,8	19,2
	Engagements	2,1	2,7	1,3	–0,4	1,4	0,6	4,8	26,9
Argentine	Créances	–5,8	–11,8	–0,8	–4,5	–2,3	–1,9	0,9	30,6
	Engagements	–16,7	0,0	0,5	0,3	0,2	0,6	0,1	26,2
Brésil	Créances	0,9	–11,2	–2,4	–3,5	–6,3	2,2	–1,7	89,1
	Engagements	0,4	–8,0	–3,8	–1,4	–4,3	3,3	6,6	51,2
Chine	Créances	–3,5	–12,4	1,0	4,1	–10,2	16,0	–6,4	54,7
	Engagements	–6,5	–3,6	6,4	–1,0	–1,9	1,4	–11,3	84,1
Corée	Créances	–0,2	8,2	1,8	6,5	–6,4	2,3	–1,6	75,8
	Engagements	1,7	0,5	–5,6	–0,4	–4,8	–0,8	–6,1	24,9
Indonésie	Créances	–5,4	–6,0	–2,1	–1,3	–1,2	–1,1	–1,0	29,9
	Engagements	1,1	–2,4	–0,3	–0,2	–0,5	0,4	–0,1	12,4
Mexique	Créances	2,0	3,1	1,7	–1,9	0,0	–0,5	–0,1	64,4
	Engagements	8,8	–11,4	1,3	–0,3	1,7	4,5	2,2	61,7
Pologne	Créances	2,3	2,9	0,1	1,1	–0,4	0,9	0,9	29,4
	Engagements	2,8	–3,1	–1,1	–0,8	–2,5	0,8	–1,1	17,5
République tchèque	Créances	0,9	2,3	2,0	0,5	0,3	0,7	0,5	15,6
	Engagements	3,4	–3,7	1,9	–1,3	–2,7	–1,8	0,1	10,2
Russie	Créances	1,3	3,6	0,8	–1,1	2,4	1,8	1,7	39,3
	Engagements	5,2	9,6	0,0	4,0	2,0	5,6	–4,4	41,1
Thaïlande	Créances	–3,5	–5,0	–0,5	–0,5	–1,8	–0,3	0,3	19,3
	Engagements	1,3	–4,6	–1,3	–1,4	–1,2	2,5	–0,9	13,1
Turquie	Créances	–12,0	–2,8	–1,5	–2,1	–0,1	2,4	–0,5	39,2
	Engagements	–2,1	0,0	–1,9	–0,2	0,5	–3,9	1,5	17,8
Pour mémoire :									
Candidats UE[3]	*Créances*	*6,3*	*10,1*	*1,9*	*3,4*	*3,3*	*5,7*	*1,4*	*103,4*
	Engagements	*9,9*	*–6,4*	*0,5*	*–1,3*	*–5,4*	*–2,1*	*–1,2*	*60,5*
Membres OPEP	*Créances*	*–13,7*	*–9,8*	*–0,6*	*–4,4*	*–8,2*	*–0,3*	*–6,5*	*124,6*
	Engagements	*–2,9*	*–8,8*	*–3,1*	*–1,2*	*1,6*	*–5,2*	*–13,6*	*239,6*

[1] Positions de bilan des banques déclarantes. Engagements : essentiellement dépôts. Une augmentation des créances (engagements) représente des flux à destination (en provenance) des économies émergentes. [2] Ensemble des économies émergentes. Autres pays : se reporter aux tableaux 6 et 7 de l'Annexe statistique. [3] Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. Tableau 2.2

La région Asie-Pacifique se rapproche de l'équilibre net des flux

La région Asie-Pacifique a reçu un apport net de fonds pour le deuxième trimestre consécutif, principalement en raison de l'évolution des engagements des banques déclarantes. En fait, les créances sur la région ont diminué de $2,8 milliards, à $292,9 milliards, surtout par le biais d'une réduction des opérations de pension. Un rapatriement relativement important de fonds ($14,8 milliards), notamment par les banques de Chine, Corée et Taiwan

(Chine)[4], a toutefois engendré des entrées nettes de $12,9 milliards. Sous l'effet de ces retraits sur dépôts, les engagements vis-à-vis de la région sont revenus à 31 % du total économies émergentes, contre 32 % au trimestre précédent et 34 % un an plus tôt.

Les opérations de pension des banques aux États-Unis ont encore constitué un facteur déterminant des flux avec la région. Les créances de ces établissements sur le secteur bancaire se sont contractées de $12 milliards, sous l'effet d'une réduction des crédits aux banques en Corée ainsi que d'une diminution des pensions avec les banques en Chine et à Taiwan. Cette contraction a été en partie compensée par l'augmentation des prêts interbancaires émanant des places franches.

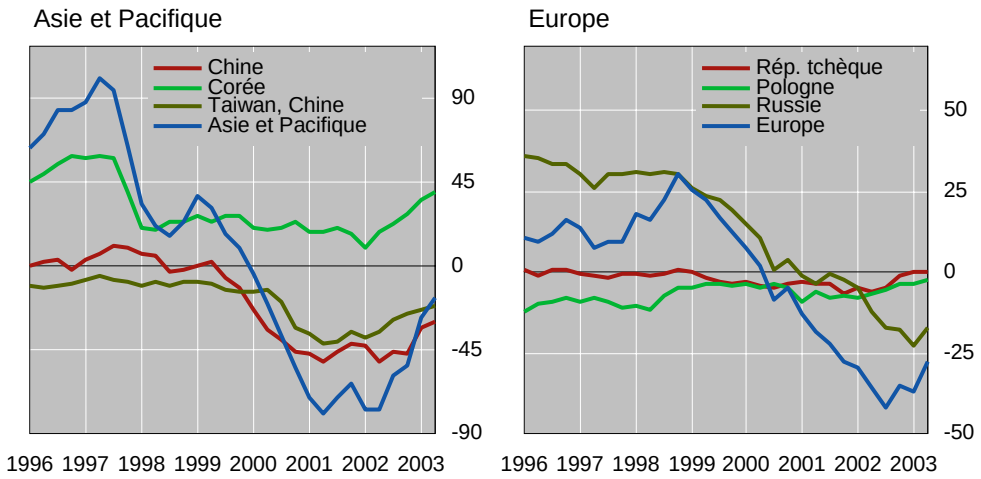
Augmentation des créances nettes sur la région Asie-Pacifique…

Les entrées nettes de fonds dans la région Asie-Pacifique, bien qu'irrégulières, ont été en moyenne positives ces six derniers trimestres, ce qui a provoqué une modification notable de l'encours de créances nettes. Celui-ci culminait à $220 milliards au deuxième trimestre 1997. La crise sur les changes en Asie avait alors amené les banques déclarantes à réduire leurs crédits à la région, et les établissements locaux à déposer à l'étranger leurs ressources excédentaires. Au premier trimestre 2000, les banques de la région étaient devenues créancières nettes du système bancaire mondial (graphique 2.4, cadre de gauche).

L'encours des créances nettes sur la région a cependant fini de baisser au deuxième trimestre 2001, avant de revenir vers une situation positive, ce qui semble correspondre au repli des taux d'intérêt depuis 2000, aux États-Unis notamment. Une spéculation sur les cours de change s'est probablement conjuguée à l'attrait des écarts de taux d'intérêt pour favoriser ce mouvement. L'augmentation des prêts aux banques de la région (en hausse de

Créances nettes sur les banques des économies émergentes[1]

Encours ; en milliards de dollars EU



[1] Total des créances moins total des engagements des banques déclarantes envers le secteur bancaire.

Graphique 2.4

[4] Ci-après « Taiwan ».

$22 milliards, soit +15 %, depuis le premier trimestre 2001) et leurs ponctions sur dépôts (lesquels ont baissé de $33 milliards, soit -15 %) expliquent en grande partie le gonflement de l'encours global des créances nettes.

…en raison de rapatriements de dépôts des banques en Chine et en Corée…

Cette tendance générale résulte en grande partie des mouvements vis-à-vis de la Chine, de la Corée et de Taiwan. Sur huit des dix derniers trimestres, les banques en Chine ont prélevé sur leurs dépôts ($9,1 milliards au deuxième trimestre 2003). Leurs apports se sont donc contractés, revenant de $92,5 milliards au deuxième trimestre 2001 à $70,4 milliards. Parallèlement, les créances sur les banques en Chine se sont accrues depuis le deuxième trimestre 2002. Ces deux évolutions ont renforcé l'encours des créances nettes, qui s'est ainsi rapproché de la zone positive ; il s'en est également suivi une réduction des fonds excédentaires placés dans le système bancaire international par ces banques et disponibles pour le financement des déficits publics étrangers[5].

…et d'une expansion des prêts aux banques à Taiwan

Le même type d'évolution commence à apparaître pour Taiwan et la Corée. Les créances sur les banques à Taiwan ont continué d'augmenter depuis le premier trimestre 2002. Ce phénomène, allié à une orientation irrégulière mais baissière de leurs dépôts, a entraîné une progression de l'encours des créances nettes, de -$42 milliards au deuxième trimestre 2001 à -$21,5 milliards. Les banques en Corée, qui ont longtemps été en situation d'emprunteurs nets auprès du système bancaire international, ont aussi contribué au retournement. L'encours des créances nettes à leur égard est passé de $9 milliards au premier trimestre 2002 à $39 milliards, sous l'effet d'une augmentation des prêts et, pendant cinq trimestres consécutifs, de rapatriements de dépôts. Au deuxième trimestre 2003, ces retraits, cette fois en provenance des places franches, ont totalisé $6,3 milliards.

Des rapatriements de dépôts stimulent aussi les entrées en Europe émergente

Accroissement de l'encours de créances nettes sur l'Europe émergente…

Comme pour la région Asie-Pacifique, l'encours de créances nettes sur l'Europe émergente a suivi une courbe ascendante ces derniers trimestres, après un recul régulier depuis le quatrième trimestre 1998. Ce groupe a longtemps été emprunteur net : depuis le troisième trimestre 2000, la position débitrice nette du secteur non bancaire a largement contrebalancé la position créditrice nette des banques. Celle-ci a toutefois commencé à s'inverser, ce qui a renforcé l'encours de créances nettes sur la région (graphique 2.4, cadre de droite). Sur la dernière année, ce mouvement a résulté de l'augmentation des créances sur les banques en Russie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Turquie, ainsi que de rapatriements progressifs de dépôts par les banques de nombre de ces pays.

…grâce à des retraits des banques en Russie

Les retraits opérés par les banques de la région expliquent l'ampleur des entrées nettes ($10 milliards, chiffre qui n'a été dépassé qu'au premier trimestre 1998). Les banques, en Russie surtout, mais aussi en Pologne et en Slovaquie, ont rapatrié au total $7 milliards de fonds déposés dans l'Union

[5] Les réserves officielles de change en Chine ont atteint $346,5 milliards au deuxième trimestre 2003, contre $316 milliards au premier, mais il n'est pas possible de déterminer dans quelle mesure ces réserves ont été placées auprès de banques à l'étranger.

européenne et aux États-Unis. Ce mouvement a provoqué le premier recul des engagements vis-à-vis de la Russie depuis le troisième trimestre 2001 ; l'augmentation continuelle des dépôts du secteur bancaire russe maintenait ce pays au premier rang des créanciers nets de la région vis-à-vis des banques déclarantes depuis le troisième trimestre 1998.

Des prêts accrus à la région - essentiellement aux banques en Russie (provenant du Royaume-Uni), en République tchèque (émanant d'Autriche) et en Croatie - ont aussi contribué aux entrées nettes. De plus, les créances sur des emprunteurs non bancaires en Pologne ont augmenté de $0,9 milliard, soit la quatrième hausse consécutive, grâce à des achats de titres de l'État polonais par les banques en Suède et, dans une moindre mesure, les banques au Japon.

Crédits consortiaux internationaux au troisième trimestre 2003

Blaise Gadanecz

L'activité a été modérée au troisième trimestre 2003. Les facilités conclues sont revenues à $277 milliards, une contraction de 9 % par rapport à la période précédente, en termes corrigés des variations saisonnières. Malgré des signes annonciateurs d'un retournement des conditions de financement aux États-Unis, le volume des prêts aux agents de ce pays est resté faible. En revanche, les débiteurs européens ont conclu un grand nombre d'accords de refinancement.

Les prêts aux résidents américains ont été relativement limités, même s'il ressort de l'enquête d'octobre Senior Loan Officer Opinion Survey que les banques des États-Unis n'ont pas durci leurs conditions et que les bailleurs de fonds étrangers semblent assouplir un peu les leurs. Ces facteurs ne se sont pas encore traduits, au moment de la mise sous presse, par une augmentation du volume des facilités conclues : à $120 milliards, elles sont restées inférieures aux volumes enregistrés il y a un an. Ce sont les secteurs de la santé, de l'assurance, du pétrole et des produits manufacturés qui ont obtenu les plus gros montants, tandis que l'énergie a vu ses financements se réduire de plus de moitié.

À l'inverse, le volume des montages en faveur d'emprunteurs d'Europe occidentale s'est accru, quoique modérément, d'un troisième trimestre à l'autre. Il se situe à $108 milliards, dont 75 % pour des opérations de refinancement, proportion record. Les principaux bénéficiaires ont été les secteurs des transports, de la construction automobile et de l'alimentation. Les plus gros contrats ont été conclus pour Volkswagen, qui a reconduit une ligne de plus de €10 milliards, et pour un concessionnaire d'autoroutes italien (€8 milliards). Alstom SA, qui a évité la faillite début 2003, a obtenu plus de €1,5 milliard pour la restructuration de sa dette.

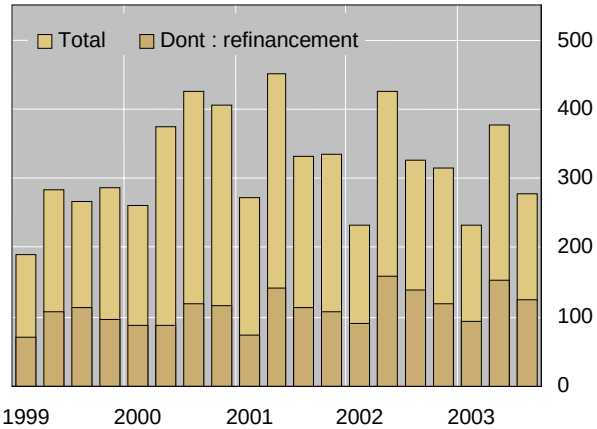
Les crédits aux emprunteurs des économies émergentes ont légèrement faibli par rapport à leur niveau d'un an plus tôt, un ralentissement affectant le groupe Afrique et Moyen-Orient et l'Amérique latine ayant annulé l'augmentation observée en Europe. Pour la région Afrique et Moyen-Orient, les montages ont concerné des financements de projets et des activités de négoce. De Beers, société cotée au Royaume-Uni mais d'origine sud-africaine, s'est refinancée à hauteur de $2,5 milliards et une compagnie pétrolière de l'État angolais a collecté $1,2 milliard. Pour l'Amérique latine, seuls les emprunteurs de quelques pays - Mexique, Chili et Brésil - ont obtenu des fonds, pour un total modeste de $1,3 milliard, principalement en faveur du secteur public ou de l'exploitation des ressources naturelles.

L'activité a été plus dynamique en Asie et en Europe orientale, avec un volume régulier de crédits aux signatures asiatiques, chinoises en particulier. Pour ces dernières, les montages, qui se sont concentrés sur les secteurs de la pétrochimie et des télécommunications, ont totalisé $2,3 milliards. Les débiteurs russes, principalement sociétés opérant dans les domaines du pétrole et de la métallurgie ainsi que banques, ont emprunté $2 milliards. En octobre, les incertitudes quant au sort de Ioukos, compagnie pétrolière pour laquelle les banques avaient commencé à constituer, en septembre, une ligne de crédit de $1 milliard destinée à financer une acquisition[①], ont ébranlé les marchés russes des capitaux. L'encours des facilités arrivant à échéance à fin juin 2004 y atteint $1,7 milliard. Les banques turques ont renouvelé plus de $1,4 milliard de crédits, généralement à des marges équivalentes à celles des facilités refinancées. Il n'empêche que, pour les débiteurs d'Europe orientale, les marges moyennes pondérées par rapport au Libor restent environ deux fois plus élevées que pour ceux d'Europe occidentale.

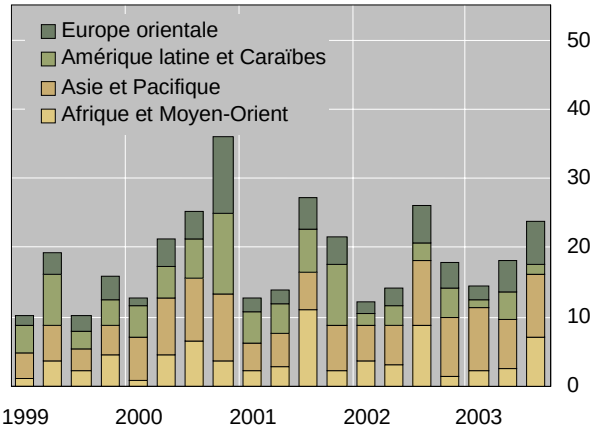
Prêts consortiaux internationaux

En milliards de dollars EU

Facilités conclues



Facilités en faveur des économies émergentes



Sources : Dealogic Loanware ; BRI.

① Le contrat, pas encore signé au moment de la rédaction de ces lignes, n'est pas pris en compte dans les statistiques BRI.